

LAGHOUAT

Les manifestants exigent le départ du wali

La contestation citoyenne, qui s'est déclenchée le 2 du mois courant au chef-lieu de wilaya de Laghouat, semble s'inscrire dans la durée. A son 10^e jour, elle n'a pas l'air de s'estomper même si elle a baissé en intensité avec, toutefois, cycliquement, des pics dans les face-à-face avec les forces de sécurité qui tantôt se font discrètes, tantôt interviennent énergiquement.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et ce jeudi, la place attenant à la Grande Poste, non loin du siège de la Wilaya, a été, une fois de plus, l'arène d'un énième rassemblement au cours duquel de nombreux jeunes ont tenu à réitérer leur mot d'ordre : la suppression pure et simple de la liste des bénéficiaires des logements sociaux. Un préalable auquel, et au fil du développement des événements, un autre préalable est venu se greffer, à savoir le départ du wali et du chef de Sûreté de wilaya. Deux responsables devenus indésirables du fait du chapelet de griefs que la rue retient à leur rencontre, à savoir la mauvaise gouvernance locale et la gestion des soulèvements populaires que la wilaya connaît ces derniers temps. Une gestion marquée du sceau d'une intervention musclée avec ses lots d'arrestations. Car, les concessions faites par le premier magistrat de la wilaya qui, à travers une circulaire, a suspendu le «caractère définitif» de la liste des bénéficiaires de logements sociaux, avec lancement d'une commission d'enquête à même de faire la lumière sur les irrégularités ayant émaillé l'opération d'attribution de ces logements sociaux, n'ont pas eu l'effet

escompté. Une circulaire qui se veut comme une révision de fond en comble des listes à l'origine de la contestation avec exclusion de tout postulant même bénéficiaire à l'occasion, en possession d'une parcelle foncière ou ayant déjà bénéficié d'un logement avec poursuites judiciaires à engager contre tout postulant ayant eu à triturer et à falsifier ses dossiers. Le wali promet que, dorénavant, la société civile sera associée à toute opération de distribution de logements avec la présence, à chaque fois, de deux observateurs, et ce, le long de tout le processus d'études des dossiers des demandeurs de logement, afin de conférer aux futures opérations d'attribution le maximum de transparence possible.

Wali «irhal»

Et le départ du tandem wali-chef de Sûreté de wilaya, plus jamais dans la bouche des protestataires, qui, à l'occasion, ont repris le slogan «irhal» en vogue durant les révolutions arabes, est révélateur du malaise profond qui ronge la société laghouatie et dont la répartition plus que douteuse de cette centaine de logements sociaux n'aura été finalement qu'un

simple élément déclencheur. Une sorte de goutte qui a fait déborder un vase trop petit pour contenir toute la rancœur des citoyens à l'égard des autorités locales, accusées de tous les maux. Car, en plus de la crise aiguë du logement, un autre aléa rend le quotidien des Laghouatis, notamment les jeunes, qu'ils soient diplômés ou pas, des plus incertains : le chômage endémique. Et les passe-droits, le piston et la tchipa qui gangrènent l'administration locale, comme c'est le cas partout ailleurs, notamment dans l'octroi d'un toit ou d'un poste d'emploi, fût-il dans le cadre du filet social ou celui du pré-emploi, font autant mal sinon plus que la crise du logement ou le chômage eux-mêmes. Des maux que les Laghouatis, selon Yacine Zaïd, membre de la section locale de la Ligue algérienne des droits de l'Homme, ne connaissaient pas avant que le chef-lieu de wilaya ne soit envahi par de nouveaux arrivants qui se sont accaparés tout ou presque. Preuve en sont, poursuit notre interlocuteur, ces fameuses listes de bénéficiaires de logements sociaux dont seulement une infime partie est issue de la wilaya alors que l'écrasante majorité est d'ailleurs. «Nous sommes loin d'être régionalistes mais nous considérons que les habitants de la wilaya sont prioritaires dans le bénéfice d'un toit ou d'un poste d'emploi», dira encore Yacine Zaïd.

Halte à la récupération politique

Tout le monde l'aura relevé pendant cette protestation : le sens élevé

de responsabilité des manifestants, des jeunes pour la plupart. Ces derniers ont scrupuleusement veillé à ce que leur soulèvement ne dévie pas en dépit, comme a tenu à le relever le responsable local de la Laddh, des provocations multiples dont ils ont fait l'objet. «Chaque jour, témoigne-t-il, les jeunes nettoient leurs quartiers et se relaient sur les lieux de la protestation pour assurer sa pérennité, certainement inspirés des expériences égyptienne et tunisienne.» Pas seulement, ils ont su déjouer intelligemment toutes les tentatives de récupération politique de leur mouvement. Les législatives approchant à grands pas, bien de partis, notamment ceux du camp islamiste, se sont essayés à cet exercice dont ils sont, il faut l'avouer, maîtres, et en tirer profit. «Mais c'était compter, affirme notre interlocuteur, sans la vigilance des jeunes qui ont su déjouer ces manœuvres.» On rapporte, en effet, que des militants politiques bien connus localement ont tenté, sous couvert d'assistance aux jeunes manifestants, de récupérer le mouvement, et ce, en apportant de petits colis alimentaires (sandwichs et bouteilles d'eau) aux jeunes manifestants. Ce que ces derniers ont poliment refusé, renvoyant leurs donateurs à leurs desseins inavoués. Et preuve suprême, on ne peut plus tangible de la maturité de ces jeunes manifestants, ils ont superbement ignoré les rumeurs, persistantes pourtant, quant à l'organisation de marches synchronisées à partir des mosquées de la ville, juste après la

prière du dohr, hier. Ils se sont contentés du rituel rassemblement à la place centrale de la ville dans l'attente d'un nouveau signe des autorités locales, avec, faut-il le relever, un dispositif sécuritaire considérablement allégé, contrairement aux journées précédentes.

M. K.

La marche des Autonomistes empêchée dans la ville des Genêts

Tolérée depuis une dizaine d'années, la traditionnelle marche de Yennayer qu'organise le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) a été, à la grande surprise générale, empêchée. Ils étaient quelques dizaines de personnes, en majorité des étudiants de l'Université Mouloud-Mammeri, auxquels se sont joints d'autres étudiants de facultés d'Alger et de Boumerdès, à répondre favorablement à l'appel placardé un peu partout à travers Tizi-Ouzou.

Avant l'heure convenue, à quelques dizaines de mètres de l'entrée du campus de Hasnaoua, un impressionnant dispositif a été érigé avec des dizaines de policiers armés de l'habituel attirail anti-émeute, alignés de telle sorte à obstruer l'accès menant vers le centre-ville de Tizi-Ouzou. Des policiers avaient au préalable signifié aux organisateurs que la manifestation était désormais interdite. Une tension palpable s'est dès lors installée sur lieux, avec la crainte que l'on en vienne aux échaufoûrées. Drapés d'oriflammes aux couleurs du Mouvement de Ferhat Mehenni et de banderoles réitérant les habituelles revendications autonomistes du Mouvement, les manifestants ravaient péniblement leur colère pour se contenter d'un rassemblement lors duquel, peu à peu, la tension s'est estompée.

L'occasion a été saisie au vol par un orateur pour annoncer à la foule la décision du MAK, dans la perspective des prochaines législatives, de faire campagne pour le boycott.

Le rassemblement, après pas loin des deux heures, a été levé sans qu'aucun incident significatif n'ait été enregistré. Il reste à savoir maintenant si toutes les marches et autres manifestations qui ont lieu de manière quasi cyclique à Tizi-Ouzou, même si elles ne sont plus de la même ampleur qu'il y a quelques années, sont désormais frappées du sceau de l'interdit.

M. A.

FFS

La convention nationale pour le 11 février

La redistribution des cartes à l'intérieur de l'exécutif achevée, avec le rap-pel d'Ali Laskri pour la reprise des commandes, le FFS lorgne désormais sur les prochaines échéances en engageant le débat avec la base militante à travers les conseils fédéraux pour aboutir à la convention du parti, dont la tenue a été décidée pour le 11 février prochain à Alger, a annoncé, hier, l'ancien et tout nouveau premier secrétaire.

Au FFS, la réflexion est officiellement engagée, depuis hier, pour la participation ou non aux prochaines législatives.

C'est à partir de Tizi-Ouzou, lors de son discours d'ouverture des travaux du conseil fédéral, que l'annonce en a été faite par Ali Laskri. Il s'agira pour la base militante de discuter et d'enrichir un document préparé par la commission de stratégie politique du

conseil national. Document de base dans lequel ont été consignés et les avantages que pourrait en tirer le FFS d'une participation aux prochaines échéances et les inconvénients qui pourraient résulter d'un boycott.

«Bien entendu, nous n'avons pas la naïveté de croire que l'exercice du pouvoir se fait à travers les institutions formelles», s'est empressé d'avertir le nouveau premier secrétaire du FFS avant de s'interroger si les Algériens auront, enfin, la chance de vivre des scrutins libres et ouverts et, ainsi, reprendre ce qu'il appelle «le cours interrompu de la transition démocratique il y a de cela vingt ans».

Au FFS, à suivre son premier secrétaire, deux options sont proposées aux Algériens : «Le droit de choisir librement nos représentants, comme nos voisins tunisiens et marocains, ou voir le pays sombrer un peu plus dans l'impuissance matérielle et intellectuelle, la misère morale et physique.»

Le changement implique la coopération de ceux qu'au parti d'Aït-Ahmed on appelle les «groupes dirigeants» qui, pour l'instant, s'opposent à tout chan-

gement et défendent le maintien du statu quo quel qu'en soit le prix, selon l'analyse du FFS. Depuis hier donc, les conseils fédéraux du FFS ont entamé le débat sur le document à travers lequel est pesé le pour et le contre d'une participation au prochain scrutin, avant l'élaboration d'une synthèse finale qui sera présentée et rendue publique lors de la convention nationale du 11 février prochain à Alger.

Et là, Ali Laskri a tenu à apporter une précision de taille : «La convention n'a pas pour vocation de décider de la position du parti concernant les législatives.» Et d'ajouter, pour éclairer la lanterne de son auditoire, que la convention sera l'occasion de «rendre public ce que nous aurons été en mesure de discuter dans toutes les instances du parti». Ainsi, le FFS est désormais pleinement engagé dans la réflexion pour décider de prendre part au prochain scrutin ou opter pour le boycott, comme cela a été souvent le cas lors des douze scrutins, sans compter les référendums, ayant eu lieu depuis 1990.

M. Azedine

AÏN DEFLA

Le Parti de l'avenir installe ses bases

Après avoir déposé le dossier pour l'obtention de son agrément le 21 décembre dernier, le Parti de l'avenir, une nouvelle formation politique, s'est lancé dans une vaste opération de structuration de sa base militante, par l'organisation d'assemblées générales constitutives dans les différentes wilayas du pays.

C'est dans ce cadre que le responsable de ce futur parti, le D^r Abdelaziz Belaïd, a tenu son congrès local dans la matinée de vendredi à l'hôtel Doui de Aïn Defla. Congrès qui a enregistré une importante affluence notamment de jeunes, de cadres, d'universitaires et de militants ayant déserté d'autres partis, tels que le FLN ou le RND. Le porte-parole du bureau provisoire de wilaya du parti a donné lecture de la plateforme qui a motivé la constitution de ce parti, à savoir

un contexte national où sévit le marasme et le vide de la scène politique, un contexte régional qui est entré dans une zone de turbulences et un contexte mondial non moins empreint de turbulences, de violences et d'ingérences.

Nombreux furent les intervenants lors du débat ouvert qui ont demandé comment cette nouvelle formation politique allait régler les grands problèmes que connaît la société algérienne, à savoir l'emploi, le logement, la santé, là où d'autres partis ont échoué après avoir promis monts et merveilles lors des campagnes qu'ils ont menées.

Le secrétaire général du Parti de l'avenir, le D^r Abdelaziz Belaïd, a pris la parole pour expliquer que «certes les problèmes sont réels mais il ne faut pas s'attendre à ce que telle formation apporte les solutions, leur résolution ne peut venir que de la mise en place d'une stratégie de développement global qui naîtra de la participation et de la réflexion de tous». A ce sujet, l'orateur se demande «comment un pays qui possède des moyens financiers, des terres fertiles, un

sous-sol riche, des cadres, soit amené aujourd'hui à attendre pour décharger les bateaux venant d'ailleurs pour vivre, faute de quoi on pourrait nous entretenir ?». «On dépense des milliards dans la formation professionnelle pour faire venir des maçons chinois pour construire nos maisons, on donne la gestion de l'eau à des spécialistes européens. Nos universités font sortir des promotions entières qui se retrouvent au chômage.» Pour lui, «le problème est en nous, parce que la pratique politique a perdu toute moralité, et la prise de conscience ne se fait pas».

Répondant à la question d'un jeune intervenant sur l'attitude de certains politiciens qui courtisent les électeurs mais qui, une fois élus, disparaissent, A. Belaïd dira : «C'est de notre faute. Ils exploitent notre inconscience, notre irresponsabilité.» Il a ensuite évoqué la loi sur la parité accordée à l'élément féminin sur les listes électorales : «Certains responsables de formation font jouer aux femmes le rôle de figuration seulement pour crier haut et fort qu'elles sont incompé-

tentes, pour mieux les marginaliser car on ne fait rien pour les motiver à s'impliquer dans le champ et l'activité politique.» Et de s'interroger : «Leur a-t-on préparé un environnement sain ? Les a-t-on formées pour cela ?»

Sur le plan organisationnel, il a indiqué qu'il s'agit-là de la seconde phase, la première ayant été celle de la constitution des assemblées constitutives des bureaux communaux qui est suivie des bureaux de wilaya, opération qui sera couronnée par un congrès national constitutif qui précédera un congrès ordinaire national.

Le D^r Abdelaziz Belaïd a tenu à préciser aux participants qu'au sein du «Parti de l'avenir», aucun responsable ne sera désigné par la direction mais élu par les militants de base, tout comme il a souligné que «les responsabilités seront confiées aux personnes selon leurs compétences et les fauteuils ne seront ni négociables ni à vendre».

«Aucun nouvel agrément n'a encore été accordé à aucun parti à ce jour», a-t-il indiqué.

Karim O.